



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

valant lettre de consultation et cahier des clauses administratives particulières

Fourniture d'équipement audiovisuel et de visioconférence avec prestations d'installation pour une salle de pédagogie active du collège EEI à Bayonne pour l'université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA)

Marché subséquent 2025-1337-1-1

fondé sur le lot 1 de l'accord-cadre 2025-1337

ACHETEUR :

UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

Représentant de l'Acheteur : Monsieur le Président de l'université de Pau et des pays de l'Adour

Date et heure limites de réception des offres :

4 septembre 2025 à 17 heures 00

(Fuseau horaire GMT Paris, France)

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 4 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET VARIANTES	3
ARTICLE 5 – TRANCHES OPTIONNELLES	3
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 7 – CONTENU ET DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
7.1 Contenu des offres	4
7.2 Délai de validité.....	4
ARTICLE 8 – CONTENU ET MODALITES DE RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION	4
8.1 Contenu	4
8.2 Modalités de retrait.....	4
ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION, QUESTIONS ET ECHANGES DURANT LA CONSULTATION	4
9.1 Modifications de détail au dossier de consultation	4
9.2 Questions durant la phase de publication.....	4
9.3 Échanges lors de la consultation	5
ARTICLE 10 – VISITE SUR SITE	5
ARTICLE 11 – PRIX.....	5
ARTICLE 12 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES	5
ARTICLE 13 – MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 14 – FOURNITURE DES DOCUMENTS EN VUE DE LA NOTIFICATION	9
14.1 Signature électronique	7
14.2 Formats de document.....	7
14.3 Notification du marché	7
ARTICLE 15 – SELECTION DES OFFRES	8
ARTICLE 16 – MODIFICATION DU MARCHE.....	9
ARTICLE 17 – INSTANCE CHARGEE DES RECOURS	9
ARTICLE 18 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché subséquent a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service et la formation indispensable à la mise en ordre de marche d'équipements audiovisuels et de visioconférence pour l'aménagement de la salle de télé-enseignement 20-23 du collège EEI sur le campus de Bayonne, pour l'UPPA.

La salle concernée se situe à l'adresse suivante :
Université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA)
Collège EEI – Bâtiment B2/rdc – salle 20-23
8 allée des platanes
64 100 Bayonne

Le montant estimatif de ce marché subséquent est de 50 000 € HT.
Il est financé par le projet IREKIA.

Le présent marché subséquent est fondé sur le lot 1 de l'accord-cadre 2025-1337.
Le numéro de référence attribué à ce marché subséquent est le 2025-1337-1-1.

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché subséquent n'est pas alloti pour des raisons techniques.

ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DE LA CONSULTATION

Ce marché subséquent est fondé sur le lot 1, multi-attributaires, de l'accord-cadre 2025-1337 qui a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert, avec publicité et mise en concurrence, en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique. Cet accord-cadre à marchés subséquents est conclu en application des articles L.2125-1 1°, R.2121-8 et R.2162 al.1 du code de la commande publique. Se fondant sur l'article R.2162-4 2°, il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant maximal du lot 1 est fixé à 2 000 000 € HT.

La forme du lot n°1 est forfaitaire.

Le présent marché subséquent est conclu en application de l'article R.2162-10 du code de la commande publique.
Il s'agit d'un marché ordinaire.

ARTICLE 4 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES ET VARIANTES

Aucune prestation supplémentaire n'est prévue dans le cadre de cette consultation.
Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 5 – TRANCHES OPTIONNELLES

La présente consultation ne comporte aucune tranche optionnelle.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE

La durée du présent marché subséquent est de 10 mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 7 – CONTENU ET DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

7.1 Contenu des offres

Les offres devront couvrir l'intégralité des prestations détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

7.2 Délai de validité

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée en première page du présent règlement.

ARTICLE 8– CONTENU ET MODALITES DE RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

8.1 Contenu

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) associé à la présente consultation comprend :

- 1 Le Règlement de consultation (RC) 2025-1337-1-1
- 2 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) 2025-1337-1-1 et son annexe
- 3 Le cadre de réponse technique et ses 4 annexes, contenus dans le sous-dossier relatif à l'accord-cadre 2025-1337 (CRT commun accord-cadre lot 1 + marché subséquent 1-1)
- 4 L'annexe financière
- 5 L'acte d'engagement (ATTRI1)
- 6 Une attestation de visite

8.2 Modalités de retrait

Le dossier de consultation est accessible gratuitement sur le site www.marches-publics.gouv.fr, en recherchant l'université, le numéro de référence et l'intitulé de l'accord-cadre.

Les informations sur les prérequis techniques, les modalités de retrait des dossiers ou de dépôt des offres des entreprises sont précisées sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Un guide très pratique relatif à la dématérialisation de la commande publique pour les opérateurs économiques est disponible à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION, QUESTIONS ET ECHANGES DURANT LA CONSULTATION

9.1 Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter dans un délai raisonnable, avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les modifications seront transmises sur le site www.marches-publics.gouv.fr et les candidats identifiés lors du retrait du Dossier de consultation des entreprises (DCE) seront informés de toute modification. Les candidats devront alors obligatoirement prendre connaissance du contenu des modifications apportées, en téléchargeant les fichiers correspondants. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

A ce titre, les candidats sont invités à s'identifier lors du retrait du DCE en vue d'être informés de toute modification pouvant affecter la consultation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.2 Questions durant la phase de publication

Des questions pourront être posées à l'acheteur durant la publication de la consultation en envoyant une question depuis l'espace d'échanges sécurisé de la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Le dernier délai pour poser une question est fixé à sept (7) jours calendaires avant la date limite de réception des offres indiquée en première page du présent document. Passé ce délai, aucune réponse ne sera apportée aux questions posées.

Les réponses seront publiées dans les meilleurs délais à compter du lendemain de la réception de la question. Pour les fermetures administratives, l'acheteur inscrit sur la page de garde du règlement de consultation les dates de fermeture et le fait qu'il ne sera répondu à aucune question.

9.3 Échanges lors de la consultation

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché (...) ont lieu par voie électronique ».

En ce sens, **l'ensemble des échanges liés à la consultation (questions, demandes de précisions/régularisation et réponses à ces dernières, etc.) sera réalisé à travers l'espace d'échanges sécurisé de la plateforme des achats de l'État (PLACE).**

Il appartient aux candidats de veiller :

- à ce que les messages provenant de la plateforme PLACE ne soient pas redirigés vers les messages indésirables ;
- **à transmettre une adresse électronique valide sur le DC1 ou le DUME (lettre de candidature) et, le cas échéant, à informer la Direction des achats et du pilotage de la dépense de tout changement affectant cette dernière.**
- à informer l'acheteur en cas de changement affectant la société (numéro de SIRET, SIREN, fusion, etc.) et à s'assurer du bon fonctionnement du compte entreprise utilisateur. Dans le cas contraire, il fait le nécessaire pour résoudre la difficulté technique. L'acheteur ne peut être tenu pour responsable de difficultés techniques qui entraveraient le bon déroulement de la procédure.

ARTICLE 10 – VISITE SUR SITE

Une visite de la salle objet du présent marché subséquent et du projet devra être effectuée.

La visite sur site est obligatoire.

Les candidats prendront contact avec les interlocuteurs désignés ci-après pour convenir d'une visite.

Cette dernière se déroulera selon le tableau complété ci-dessous.

Une attestation de visite est jointe en annexe au présent document. Elle devra être impérativement jointe à l'offre du candidat.

Site	Contact	Objet	Date
Bayonne	Nathalie Delorme nathalie.delorme@univ-pau.fr 07 63 84 99 13	Visite de la salle 20-23 Bâtiment B2/rdc – Collège EEI 8 allée des platanes 64 100 Bayonne	19 juin 2025 à 10h30

L'absence de visite de site de la part d'un candidat ne rend pas systématiquement son offre irrégulière, dès lors que ce candidat est en mesure de prouver une connaissance suffisante des lieux permettant l'établissement d'une offre. Toutefois, en l'absence de justification recevable, l'offre du candidat est considérée comme irrégulière.

Si le candidat n'a pas effectué cette visite, celui-ci ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance du site.

ARTICLE 11 – PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, écotaxes ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais, charges, droits de douane et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, notamment les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, au repérage, cheminement et marquage des câbles de liaison, à la fixation des matériels, à la mise en service, à la connexion des différents équipements, à la formation indispensable à la mise en ordre de marche ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, et tous les autres frais résultant des éléments mentionnés sur le CCTP. Le prix intégrera tous les travaux indispensables (y compris électriques et réseaux), toutes prises de mesures et d'études.

Les prix s'entendent TTC (prix fermes).

Le marché est traité à prix forfaitaire.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

Les dispositions de l'accord-cadre 2025-1337 sont applicables (CCTP et CCAP 2025-1337).

ARTICLE 13 – MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les éléments de l'article 14 du règlement de consultation de l'accord-cadre 2025-1337 sont applicables à l'exception des modalités de réponse du candidat adaptées ci-dessous :

Modalités de réponse du candidat :

Les réponses des candidats doivent être rédigées en français et exprimées en euros. S'ils n'existent pas en français, les descriptifs techniques pourront être en anglais.

Chaque candidat produit les éléments de l'offre définis ci-dessous :

N°	Libellé	Auto-contrôle candidat
1.	L'annexe financière correspondant à l'offre renseignée	<input type="checkbox"/>
2.	Le devis détaillé (en cohérence avec l'annexe financière)	<input type="checkbox"/>
3.	Un cadre de réponse technique (commun avec le CRT accord-cadre lot 1)	<input type="checkbox"/>
4.	La documentation technique composée de : <ul style="list-style-type: none">• un synoptique de l'installation• un plan de la salle : indiquer l'emplacement où sera installé chaque élément du dispositif demandé• toutes les informations utiles propres au fonctionnement de la solution	<input type="checkbox"/>
5.	L'attestation de visite renseignée et signée	<input type="checkbox"/>
	Les certificats et agréments éventuels	<input type="checkbox"/>
	Tout autre élément que le candidat estimera utile pour appuyer sa proposition	<input type="checkbox"/>

Chaque candidat est tenu de présenter une offre conforme aux spécifications du CCTP 2025-1337-1-1.

ARTICLE 14 – FOURNITURE DES DOCUMENTS EN VUE DE LA NOTIFICATION

En vue de la notification du marché, le candidat attributaire fournira l'acte d'engagement (ATTRI1).

14.1 Signature électronique

La signature électronique permet d'identifier le signataire et de garantir l'intégrité de l'acte auquel il s'applique. Elle n'est pas requise au niveau du dépôt d'une offre par une entreprise. Les documents de la candidature et de l'offre ne sont ainsi pas obligatoirement signés par les candidats.

Le candidat est toutefois incité à signer électroniquement l'acte d'engagement, préalablement enregistré sous le format PDF/A, dès le dépôt de son offre afin de permettre un traitement efficient de la procédure.

La signature électronique sera par la suite prioritairement demandée au stade de l'attribution de l'accord-cadre au candidat classé en 1^{ère} position (cf. infra).

Le format de signature électronique doit être conforme aux exigences de l'article 3 de l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique) ainsi qu'aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015, conformément aux exigences du règlement (UE) no 910/2014 dit eIDAS.

La signature électronique utilisée par les candidats respecte les caractéristiques suivantes :

- Niveau de sécurité : certificat de signature électronique qualifiée (article 2 II. de l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé)
- De type enveloppée (PAdES) fortement recommandée ou de type détachée (XAdES ou CAdES) (article 3 de l'arrêté précité)

L'obtention d'une signature électronique doit être anticipée par le candidat.

Le candidat peut vérifier la validité de sa signature sur le site <https://esignature.chorus-pro.gouv.fr/#/verifier>

Des questions ? Consultez le guide sur la dématérialisation indiqué à l'article 10.2 du RC de l'accord-cadre n°2025-1337 ainsi que l'arrêté du 22/03/2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique précité.

14.2 Formats de document

Les candidats devront transmettre les documents de leur candidature et de leur offre sous forme de fichiers établis dans les formats informatiques suivants :

- 1) format PDF principalement et de manière privilégiée le format PDF/A
- 2) format XLS ou équivalent CSV
- 3) format DOC ou équivalent RTF

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions et de fichier exécutable dans les documents transmis ; et à faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse.

14.3 Notification du marché

Principe : signature électronique de l'acte d'engagement et notification dématérialisée

L'attributaire procède à la signature électronique de l'acte d'engagement au format PDF/A, soit, de sa propre initiative, lors du dépôt de son offre, soit à la demande de l'acheteur entre l'attribution et la notification, selon les consignes indiquées dans l'encadré à l'article 14.2.1 ci-dessus.

La notification du marché est réalisée de manière dématérialisée à travers la plateforme PLACE. La notification est réputée effectuée à la date de la première consultation du document adressé, certifiée par l'accusé de réception de la PLACE, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur la PLACE, à l'issue de ce délai.

Exception : difficulté technique à signer électroniquement - absence de signature électronique et/ou difficultés à notifier de manière dématérialisée

Dans les cas ci-dessus (non cumulatifs) et après avoir mis en œuvre les moyens nécessaires au respect du principe de signature électronique et/ou notification dématérialisée :

- L'acte d'engagement peut être signé physiquement par l'attributaire et l'acheteur en vue de sa notification. Dans ce cas, l'attributaire devra renvoyer l'acte d'engagement sous forme papier avec signature manuscrite.
- L'acte d'engagement sera notifié de manière dématérialisée et à titre exceptionnel seulement par un envoi postal.

ARTICLE 15 – SELECTION DES OFFRES

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, ainsi qu'à l'article 9 du CCAP de l'accord-cadre 2025-1337, et donnera lieu à un classement des offres.

En application des articles R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique, l'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera appréciée, parmi les offres des titulaires du lot 1 de l'accord-cadre n°2025-1337, en fonction des critères de pondération définis ci-dessous :

Critères	Sous-critères	Pondération
Prix /35	Analyse sur la base du montant TTC de l'annexe financière du marché subséquent 2025-1337-1-1	35 points
Valeur technique /50	Qualité technique des matériels (puissance, usage intensif, résolution, ...)	20 points
	Pertinence et ergonomie de la solution proposée (notamment fonctionnalités, simplicité de la solution et cohérence en termes d'homogénéité du parc)	30 points
Aspects environnementaux /15	Actions mises en œuvre pour réduire les impacts sur l'environnement dans le cadre de la prestation	15 points

La méthode de notation prévue au titre de ce marché subséquent est prévue comme suit :

Barème	Qualification de l'offre correspondante	Signification
0	Absence d'information, ou Offre non avantageuse (mais régulière)	Absence de réponse du candidat, ou Réponse du candidat ne présentant pas d'avantage par rapport au besoin décrit (conforme au CCTP)
1	Offre peu avantageuse	Réponse du candidat présentant un avantage très limité par rapport au besoin décrit
2	Offre moyennement avantageuse	Réponse du candidat présentant un avantage limité par rapport au besoin décrit
3	Offre avantageuse	Réponse du candidat présentant un avantage significatif par rapport au besoin décrit
4	Offre très avantageuse	Réponse du candidat présentant un avantage très significatif par rapport au besoin décrit

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'offre doit répondre à toutes les exigences définies dans les documents de la consultation.

ARTICLE 16 – MODIFICATION DU MARCHE

Le présent marché subséquent est susceptible d'évoluer du fait des besoins de l'établissement ou de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc.

La date de début d'exécution et/ou la durée d'exécution du marché subséquent pourra/ont être modifiée/s en raison de contraintes internes à l'établissement.

Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie. Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

ARTICLE 17 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS

Tribunal administratif de Pau
Villa Noulibos
50, Cours Lyautey
64010 Pau CEDEX
Téléphone : 05 59 84 94 40
Télécopie : 05 59 02 49 93
Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr
Site internet : <http://pau.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 18 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Université de Pau et des pays de l'Adour
Pôle Finances
Direction des achats et du pilotage de la dépense
Avenue de l'université – BP 576
64012 Pau cedex

Courriel : achats-publics@univ-pau.fr

Conformément à l'article 9 du présent document, pour toute question, merci d'adresser cette dernière sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).